



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-106938>

Département(s) de publication : **33**

Annonce n° **24-106938**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : MINARM/DMAé/SSAM33.503

Forme juridique de l'acheteur : Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur : Défense

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Maintien en condition opérationnelle (MCO) des portes et trappes d'abris avion bétonnés (PTAA) et des enceintes à hygrométrie contrôlée (EHC) ainsi que de leurs composants hydrauliques au profit de l'Armée de l'Air et de l'Espace.

Description : Maintien en condition opérationnelle (MCO) des portes et trappes d'abris avion bétonnés (PTAA) et des enceintes à hygrométrie contrôlée (EHC) ainsi que de leurs composants hydrauliques au profit de l'Armée de l'Air et de l'Espace. Cet accord-cadre est un contrat sensible. La description des prestations entrant dans le périmètre du projet d'accord-cadre est définie à l'article 2 du Règlement de la consultation "phase candidatures", document téléchargeable gratuitement via le profil acheteur (<https://www.marches-publics.gouv.fr/>).

Identifiant de la procédure : e20639ee-18e7-4c4e-b3fd-c821255dba40

Identifiant interne : GAIA-SSAM24-NEG01

Type de procédure : Négociée avec publication préalable d'un appel à la concurrence / concurrentielle avec négociation

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 50700000 Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 42124221 Pièces pour groupes hydrauliques

2.1.2 Lieu d'exécution

N'importe où

2.1.4 Informations générales

Informations complémentaires : L'accord-cadre est passé selon la procédure avec négociation conformément aux dispositions applicables aux marchés de défense ou de sécurité des articles L.2324-1, L.2324-3, R.2324-1, R.2324-3, R.2361-1 et R.2361-8 à R.2361-12 du code de commande publique. Conformément à l'article R. 2342-7 du code de la commande publique, la présente procédure n'est pas ouverte aux opérateurs économiques des pays tiers à l'union européenne ou à l'Espace économique européen. La présente publication concerne uniquement un appel à candidature. Le dossier de consultation sera envoyé ultérieurement et uniquement aux candidats admis à soumissionner.

Base juridique :

Directive 2009/81/CE

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

Titre : Maintien en condition opérationnelle (MCO) des portes et trappes d'abris avion bétonnés (PTAA) et des enceintes à hygrométrie contrôlée (EHC) ainsi que de leurs composants hydrauliques au profit de l'Armée de l'Air et de l'Espace.

Description : Cet accord-cadre est un contrat sensible. Le projet d'accord-cadre est un contrat permettant le maintien en condition opérationnelle : 1. de la porte contreventée et blindée et de la trappe arrière (horizontale ou verticale) d'évacuation des gaz de combustion d'aéronefs de chaque abri avion en service sur les bases aériennes ; 2. du système d'hygrométrie contrôlée et du dispositif garantissant l'étanchéité de l'ouvrage pour chaque abri avion en service sur les bases aériennes ; 3. de l'environnement électrique et mécanique et des asservissements de l'ensemble des ouvrages ; 4. de l'ensemble des équipements entrant dans l'environnement hydraulique des trappes arrières. La description des prestations entrant dans le périmètre du projet d'accord-cadre est définie à l'article 2 du Règlement de la consultation "phase candidatures", document téléchargeable gratuitement via le profil acheteur. L'accord-cadre comprend un montant minimum estimé à 2 812 500,00 euros HT et un montant maximum estimé à 11 250 000,00 euros HT pour une période de validité de 6 ans à partir de sa date de notification (date d'accusé réception de la notification).

Identifiant interne : GAIA-SSAM24-NEG01

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 50700000 Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 42124221 Pièces pour groupes hydrauliques

5.1.2 Lieu d'exécution

N'importe où

Informations complémentaires : Les lieux d'exécution des prestations et de livraison des fournitures sont indiqués à l'article 3.5 du Règlement de la consultation "phase candidatures".

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 0

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Informations complémentaires : L'accord-cadre pourra comprendre des engagements en matière de sécurité d'approvisionnement et de localisation sur le territoire des États membres de l'Union européenne ou des parties à l'Espace économique européen du lieu d'exécution de tout ou partie des prestations ou des moyens utilisés pour exécuter tout ou partie du contrat, maintenir ou moderniser les produits acquis, conformément aux articles L. 2112-4, R. 2312-4 et R. 2351-15 du code de la commande publique. Ces engagements pourront permettre notamment, en cas de crise, de garantir la satisfaction des besoins commandés de manière ferme, et de répondre à d'éventuels besoins supplémentaires.

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Description : Les justifications à produire relatives à la situation juridique et à la capacité économique et financière des candidats sont décrites aux points 1 et 2 de l'article 5 du règlement de la consultation "phase candidatures" téléchargeable gratuitement sur le profil acheteur.

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Description : Les justifications à produire concernant les références professionnelles et la capacité technique des candidats sont décrites au point 3 de l'article 5 du règlement de la consultation "phase candidatures" téléchargeable gratuitement sur le profil acheteur.

Critère :

Type : Autre

Nom : Avis de sécurité sur les personnes morales candidates à un marché public "sensible"

Description : Le projet d'accord-cadre est un contrat sensible. À ce titre, conformément à l'article 5.3.2.2 de l'IGI 1300 dans sa version en vigueur et en application des dispositions des articles L.114-1 et R.114-4 du code de la sécurité intérieure, l'autorité publique contractante sollicitera le service compétent afin que soit diligentée une enquête administrative à l'encontre des personnes morales et de leurs éventuels sous-contractants, et leur personnel, sur la base des éléments fournis à l'occasion de la procédure de passation du marché ou lors de la demande d'acceptation du sous-contractant. Cette enquête administrative sera demandée dès l'achèvement de la phase d'Appel public à la concurrence (AAPC). Au vu des résultats des enquêtes administratives diligentées, lorsque l'avis donné par le service compétent révélera un fait constituant un motif d'exclusion : - au sens des articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du code de la commande publique (CCP), l'autorité publique contractante écartera la candidature de la personne morale concernée ; - au sens des articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande

publique (CCP), l'autorité publique contractante pourra écarter la candidature de la personne morale concernée. L'autorité publique contractante avertira la personne morale concernée de son exclusion de la procédure selon les modalités prévues à l'article L.2141.11 du CCP. L'attribution de l'accord-cadre ne pourra avoir lieu avant que l'avis émis pour chaque candidature n'ait été reçu par l'autorité publique contractante. Les documents à produire concernant la personne morale candidate ou chaque personne morale composant le groupement candidat à un marché « sensible » sont décrits au point 4 de l'article 5 du règlement de la consultation "phase candidatures" téléchargeable gratuitement sur le profil acheteur.

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Indication obligatoire de la sous-traitance : Pas d'indication sur la sous-traitance

Présentation par voie électronique : Requise

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Date limite de réception des demandes de participation : 24/10/2024 à 11:00

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Conditions relatives à l'exécution du contrat : Dans les conditions définies par les clauses contractuelles au dossier de consultation des entreprises transmis ultérieurement et uniquement aux candidats admis à soumissionner.

Montage financier : Le financement est assuré exclusivement par des ressources budgétaires propres au ministère des Armées. Le régime des paiements (versements d'avance, acomptes, soldes, etc.) est conforme aux dispositions des articles L. 2391-2 à L. 2392-10, R. 2391-1 à R. 2391-7, R. 2391-12 à R. 2391-28 et R. 2393-24 à R. 2393-40 du code de la commande publique.

Sous-traitance :

Il n'y a pas d'obligation de sous-traitance.

Informations relatives aux délais de recours : Instance chargée des procédures de recours: Nom officiel : Tribunal administratif de Paris Adresse : 7 rue de Jouy Code postal : 75181 Ville : Paris cedex 4 Téléphone : +33 1 44 59 44 00 Adresse internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr> Fax : +33 144594646 Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Enchère électronique : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation : MINARM/DMAé/SSAM33.503

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : MINARM/DMAé/SSAM33.503

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Paris

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : MINARM/DMAé/SSAM33.503

Numéro d'enregistrement : 15000001800016

Département : Structure spécialisée d'achat et de mandatement 33.503

Adresse postale : Base aérienne 106 - 223 rue de Bègles CS 21152

Ville : Bordeaux cedex

Code postal : 33068

Pays : France

Point de contact : Section rédaction marchés

Adresse électronique : gaia-ssam33053.resp-plan-achat.fct@intradef.gouv.fr

Téléphone : 0533897228

Adresse internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL) : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Profil de l'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation chargée des procédures de médiation

8.1 ORG-0002

Nom officiel : Tribunal administratif de Paris

Adresse postale : 7, rue de Jouy

Ville : Paris cedex 4

Code postal : 75181

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : 0144594400

Télécopieur : 0144594646

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : d72899fb-c94c-484d-9139-09f7a87ab51b - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 20/09/2024 à 10:36

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 20/09/2024